

L'Adresse—M. Broadbent

nal pratique et sérieuse prévoyant la participation du gouvernement de concert avec le secteur privé.

Je tiens à dire au sujet de cet aspect particulier de l'accord commercial que des pourparlers sont en cours à l'heure actuelle entre le Canada et les États-Unis sur ce qui constitue une subvention, ou une subvention acceptable. Je peux vous dire, monsieur le Président, que tous les députés néo-démocrates, peu importe la région d'où ils viennent, souhaitent défendre les intérêts du Canada dans son ensemble. Nous allons tout faire pour nous assurer qu'à tout le moins, le Canada continue à jouir d'une politique de développement économique appropriée et acceptable selon la définition canadienne traditionnelle.

Toujours au sujet de l'équité régionale dans notre pays, certains d'entre nous n'étaient pas totalement surpris d'entendre, au cours des dix derniers jours, que le gouvernement avait suspendu les discussions en cours avec les provinces dans le cadre de la politique de développement régional. Puis soudain, ces discussions ont cessé. Nous savons pourquoi. Le gouvernement va bloquer les subventions au développement régional que les provinces recevaient ces dernières années en quantités suffisantes. Nous connaissons le résultat final, évidemment, quand nous verrons le budget du ministre des Finances.

L'attachement du gouvernement au programme simpliste et intéressé du monde des affaires se dégage aussi très clairement de sa réaction devant les problèmes de VIA Rail. VIA Rail, qui assure le transport ferroviaire de voyageurs dans notre pays, trouve son équivalent dans tous les grands pays industrialisés d'Europe. Elle a son pendant aux États-Unis, où l'État a investi dans la compagnie Amtrak pour en assurer le bon fonctionnement.

Il y a quelques années, les Conservateurs houspillaient les libéraux. . . Cela m'amuse d'entendre aujourd'hui le leader de l'opposition reprocher aux conservateurs ce qu'ils s'approprient à faire subir à VIA Rail. J'étais ici en 1980 et je dis au leader de l'opposition que ce sont les libéraux qui ont été les premiers à s'en prendre à VIA Rail et non les conservateurs. Le leader actuel de l'opposition soutient qu'il n'était pas ici.

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est juste. Vous faîtes un bon discours.

M. Broadbent: Si le leader de l'opposition n'était pas ici, il ne le sera peut-être pas non plus dans peu de temps mais le parti libéral reste le parti libéral. Il dit une chose quand il est au pouvoir, et une autre quand il n'y est pas.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je veux dire à tous que VIA Rail est importante, et non pas seulement au leader de l'opposition, qui est d'accord avec nous aujourd'hui. Elle est importante dans la plupart des régions du Canada, y compris dans de nombreuses circonscriptions conservatrices. Je suis sûr que l'on suit avec intérêt le débat sur cette question. C'est un service public essentiel qui pourrait se rentabiliser.

• (1710)

Au cours de la journée, avec mes collègues du caucus, j'ai eu l'occasion de rencontrer des représentants des provinces de l'Atlantique et j'ai discuté avec eux de VIA Rail. Je leur ai signalé que dans ma circonscription d'Oshawa, la société General Motors avait investi 2 milliards de dollars dans une petite localité pour promouvoir le secteur de l'automobile. La société General Motors ne s'attend pas à tirer profit de cet investissement dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Elle sait des années à l'avance le profit qu'elle pourra tirer de son investissement. Nous disons qu'il n'y a vraiment qu'un seul groupe au sein de notre société qui ait intérêt à ce que VIA Rail soit rentable à l'avenir, et ce sont les Canadiens. Eux seuls par l'intermédiaire du gouvernement du Canada peuvent investir de l'argent dans VIA Rail afin d'en améliorer le service et de le rendre attrayant. Le service est déjà bon, mais il pourrait être bien meilleur, et les Canadiens, par l'entremise du gouvernement du Canada, devraient investir dans cette société.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je dirai à certains conservateurs qui s'intéressent peut-être à cette question que j'ai appris notamment, en prêtant l'oreille, que la société Bombardier, une entreprise bien de chez nous, fournit à l'heure actuelle du nouveau matériel à la société Amtrak aux États-Unis. Non seulement lui fournit-elle du matériel pour améliorer son service, mais elle touche pour ce faire des subventions du gouvernement de notre pays par l'entremise de notre société pour l'expansion des exportations.